

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

La mobilisation paye : le 1er mai est et restera férié, chômé et payé !

Ce lundi 13 avril, **la CGT et les organisations syndicales ont obtenu que le gouvernement ne passe pas en force sur le 1er mai** et ne convoque pas la commission mixte paritaire, indispensable pour valider la proposition de loi.

La loi ne sera donc pas modifiée demain et le 1er mai restera un jour, férié, obligatoirement chômé et rémunéré où seuls de rares secteurs qui, en raison de la nature de leur activité ne peuvent interrompre le travail sont autorisés à faire travailler les salarié-es.

La proposition de loi de Gabriel Attal soutenue par la droite et l'extrême droite, et dénoncée par l'ensemble des syndicats, reposait sur un tissu de mensonges :

- Elle aurait favorisé les grands groupes, aux dépens du petit commerce indépendant de proximité et des artisans, qui peuvent déjà ouvrir le 1er mai ;
- Elle ne se serait pas limitée aux boulangeries et aux fleuristes, mais aurait concerné tout le secteur du commerce, de la culture et de l'agroalimentaire ;
- Elle ne prévoyait pas le fait d'être réellement payé double (200% pour la journée travaillée), et n'aurait pas garanti le fait d'être volontaire face au pouvoir patronal.

Alors que les macronistes voulaient faire du 1er mai une "*journée à fort potentiel commercial*", le rapport de force a payé. La CGT remercie les dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées pour interpellier les député-es et signer la pétition ou manifester.

Ils nous ont déjà volé 2 ans de vie avec leur réforme inique des retraites, ont tenté en vain de nous supprimer 2 jours fériés, **nous ne les laisserons pas nous voler le 1er mai !**

La CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à manifester massivement ce 1er mai. C'est NOTRE journée, c'est le jour où se faire entendre pour exiger des augmentations de salaire et des mesures contre la vie chère. C'est le jour où, depuis 140 ans, tous les travailleurs et travailleuses du monde manifestent ensemble pour défendre la paix juste et durable et le progrès social.

Montreuil, le 13 avril 2026